

Prix Liberté 2020 : Participer au vote !



Des jeunes du monde entier élisent la personnalité 2020 pour le Prix Liberté parmi les trois personnalités suivantes :

[Loujain Al Hathloul](#), militante saoudienne des droits des femmes dans son pays.

[Père Pedro Opaka](#), pour son combat contre la grande pauvreté à Madagascar.

[Nasrin Sotoudeh](#), avocate iranienne spécialisée dans la défense des droits de l'Homme et des libertés fondamentales

Cette sélection s'est opérée à partir des 238 propositions adressées par des jeunes de 13 nationalités (Burkina Faso, Egypte, Madagascar, Togo, Colombie, Canada, Etats-Unis, Cambodge, Inde, Liban, Espagne, Irlande, France). **Pour toute information et participer au vote : [rendez vous sur le site des Cemea France](#)**

Guide d'appui à l'intégration de l'approche genre dans son organisation par Coordination Sud



L'article est disponible [ici](#)

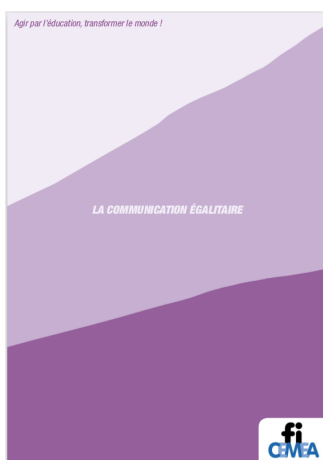
Coordination Sud “propose des ressources et outils pour que les organisations questionnent les rapports sociaux fondés sur le genre dans les différentes composantes de leur association (projet associatif, gouvernance, ressources humaines, communication) et puissent déceler les stéréotypes, les discriminations et les violences afin de les contrer.”

Coordination propose ce guide sous forme d'auto-évaluation de son organisation, et d'envisager des pistes d'actions afin de permettre une transformation de son organisation.

Le guide complet est disponible en cliquant sur l'image



Le guide de communication égalitaire rédigé par les contributions des membres de la FICEMEA est mentionné en ressources complémentaires de ce guide (Approche Genre par Coordination Sud) :

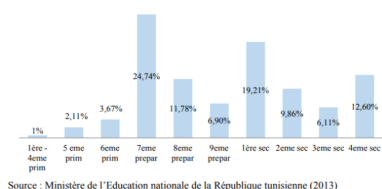


Guide de Communication Egalitaire disponible : [ici](#)

Quelques données et informations sur le système éducatif tunisien vue sous le prisme du droit à l'éducation

1. Accès, égalité et non-discrimination

En Tunisie, l'égalité des chances en éducation est devenue un mythe. Un fossé, de plus en plus large et profond, se creuse entre les élèves et étudiant(e)s des régions et familles défavorisées et ceux/celles des plus aisées.



- Les inégalités se cumulent et se renforcent au cours du cursus d'enseignement: bien évidents au niveau préscolaire, assez limités à l'école primaire, les clivages explosent à partir du collège. C'est généralement à ce niveau de la scolarité que les élèves les plus défavorisé(e)s, n'arrivent pas à acquérir les compétences nécessaires pour accéder au lycée et a fortiori à l'université.

Lire la suite [ici](#)

Marchandisation des savoirs, feu follet ou leurre durable ?

Extrait de l'article de François Simon – VEN 577« Toujours nouvelle l'éducation, oui mais pour qui ? »



Ce combat qu'il nous faut mener avec opiniâtreté contre la marchandisation des savoirs, qui avalise et consolide l'injustice en disant l'estomper est un autre de nos chantiers en cours, un combat pour freiner la puissance de l'argent (qui souvent aspire la raison

d'être) dans le domaine de l'éducation et défendre le primat du sens.

Comment

y faire face, c'est la question à laquelle Morgane Peroche (déléguée permanente de

la FICEMEA), Luc Carton ¹et

Yannick Mével (CRAP Cahiers Pédagogiques) se sont efforcé·e·s de répondre, lors d'une table ronde.



Force est de constater que l'éducation est devenue au fil des années une marchandise comme les autres dans le droit international où l'essor du secteur privé, soutenu par le droit international, s'est substitué au rôle de l'État. En Afrique de l'Est les ONG sont parvenues à fait plier l'État. L'éducation a été pensée et ce depuis Lisbonne en 2000 (conseil européen sur la connaissance) comme un facteur lambda de la croissance économique, ce qui a accru s'il en était besoin la légitimité mercantile de l'accès aux savoirs. Et pourtant Idriss J Aberkane² qui a travaillé sur l'économie de la connaissance affirme que c'est un bien immatériel qu'on ne peut mesurer. En 2014, la FICEMEA s'est positionné sur 6 points : 1/Réaffirmation des textes internationaux, 2/Lutter contre désengagement états et soutenir les services publics

pour la gratuité de l'enseignement, 3/Rôle régulateur de l'État (justice sociale), 4/Reconnaissance de la société civile, 5/Place des différents acteurs éducatifs (présence des différents éducateurs et éducatrices : parents, enseignant.es, animateurs et animatrices...), 6/Émancipation des personnes et pratiques collectives. Points auxquels viennent s'ajouter en Octobre 2019 une lettre à la Banque Mondiale.

La

FICEMEA, c'est

aussi

l'Appel Francophone contre la marchandisation de l'Éducation en

2017 à Dakar (création du réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation : 6 organisations). Depuis, de nombreuses actions de plaidoyers ont été menées notamment la

rédaction des Principes

d'Abidjan³

qui disent bien le droit à l'éducation et mettent en avant et la

primauté de l'enseignement public et la régulation de la privatisation de l'enseignement.

Le capitalisme informationnel tend à vider notre cerveau de son temps disponible pour le remplir de contenus monnayables. On a désincorporé la culture de la socio-économie. Le monde n'est pas présentable. Il est en pleine crise de représentation et truffé de séismes sociaux. Le savoir est démonopolisé et si les enfants le savent, les enseignant·e·s eux·elles pas forcément et c'est là que le bât blesse. Il y a ce gouffre creusé entre les tenants de la connaissance et qui la veulent indiscutable, chargés de la faire passer à des aboutissants, les élèves, qui la discutent déjà avant de la

recevoir et c'est cette règle du jeu (la remise en cause est permanente : eh oui la terre est plate, et je vais vous le prouver) qui labellise aujourd'hui un savoir. La vérité est une théorie comme une autre (et c'est difficile à avaler). Il y a là une alchimie impossible à obtenir, des correspondances ratées à chaque fois.

À
l'hypermarché du savoir,
on trouve de tout, c'est bien achalandé et l'alternatif a la cote sur les étals ;
dans l'éducation le secteur marchand ne vend pas des carottes mais
de la connaissance « et regardez msieurs-dames cette belle pièce de mathématique toute fraîche, cette tranche d'histoire jamais révélée. ».
La concurrence joue à plein. *Mais il y a des constantes dans chaque tendance. Tout d'abord une critique très forte de l'école telle qu'elle existe, des finalités très claires et affirmées d'un engagement affiché, une promesse d'efficacité et enfin la promotion de choix individuels (à noter que personne ne le revendique et tout au plus certains le minimisent).*
L'économie de la connaissance est dangereuse , elle a pour but d'augmenter le profit.

il
y a prolifération, déferlante, ce qui peut conduire à une certaine
confusion et à un amalgame qui peut s'avérer néfaste aux
mouvements qui développent des projets d'éducation nouvelle.

Chacun·e
s'octroie et s'approprié
des méthodes dites
innovantes (alors qu'elles ont déjà
fait leurs preuves dans
maintes situations d'éducation), mal comprises et souvent
utilisées à contresens. L'empowerment, imposture
colonisatrice et pilleuse de méthodes établies qu'elle a
fait siennes frauduleusement,
est passé par là.

Au
milieu de cette jungle des savoirs consommables (innombrables
et de
plus en plus dématérialisés), qu'en est-il des propositions
d'éducation nouvelle, noyées dans un maelström
où grouille tout et son contraire ? *Qu'en est-il
de l'actualité de la démocratie culturelle (fleurie en
Belgique
surtout) ? Et du projet (défendu par Marcel Hicter⁴)
de rendre la société plus consciente d'elle-même ? Après
le burn-out, le bore out, le brown-out menace.*
Mais nous ne sommes pas
encore out,
knock-out !

*Plus que jamais
et c'est une urgence, l'enseignement est appelé à devenir un
métier coopératif, se rapprochant de l'éducation nouvelle et
de
la pédagogie institutionnelle. C'est un défi à relever dont
nous
ne pouvons nous désintéresser. Qu'est-ce qui empêche les
enseignants à payer les élèves en fausse monnaie, en monnaie*

de
singe ? Personne ne les empêche de libérer leurs liens, mais
pour cela il y a besoin d'un raz de marée collectif et unanime
si
on veut tsunamier l'anémie
des pouvoirs.

Marcel Gauchet⁵

disait dans « le débat » : « l'école est
aujourd'hui à l'école d'elle-même », il faut
absolument réfléchir à la signification du métier
d'enseignant·e
et ça nécessite un travail sur la connaissance. l'école ne
doit
pas, ne doit plus rester seule. J'ai souffert (dit Yannick
Mevel)
de voir deux dissociations s'opérer, celle de l'éducation
nationale et de l'éducation populaire puis celle de cette
dernière
et de la culture. Approfondir la démocratie est un projet
capital.
La pédagogie est un moyen d'y parvenir.

La différence

entre les pédagogues et les marchands c'est que les premiers
assument leur déséquilibre et refusent de tenir une
quincaillerie
aux rayons remplis d'outils clés en main.

Mais on est

souvent coincés : pour exister et développer des projets
d'éducation nouvelle, on est contraints de passer par des
appels

d'offre, de se frotter à la concurrence avec le secteur marchand et de rentrer dans le moule astreignant du mercantilisme. Et c'est rarement la pédagogie qui l'emporte au monopoly éducatif de l'économie capitaliste !

Et il y a des dérives perverses même au sein de démarches volontaristes et louables : panneaux publicitaires qui promeuvent les institutions qui intègrent les jeunes en mal de moyens financiers (Wisconsin), accès gratuit à la fac mais cours privés au sein du secteur public (Mozambique).

Le mot marchandisation nous entraîne dans un dédale, un labyrinthe de notions dont nous n'avons pas l'habitude et qui peuvent nous perdre, notre fil d'Ariane étant la pédagogie. Les politiques publiques prennent très mal la mesure de la situation mais il est rassurant de penser que l'état ne peut s'en sortir sans l'éducation populaire et le monde associatif, rassurant comme il est inquiétant qu'il y reste sourd et aveugle et ne veuille le reconnaître.

Un exemple qui prouve qu'en Europe et même entre deux pays proches il y a un héritage qui fait la différence. En Belgique nous sommes les

héritiers d'une culture municipale ce qui conduit les pouvoirs publics à accorder le plus gros budget de la culture à l'éducation populaire et en France étant les héritiers d'une culture d'état, peanuts pour le monde de la gentille éducpop.

Nous vivons dans une société salariale et passons notre temps à fabriquer des services. Le salariat suppose de remettre sa force de travail à quelqu'un qui en dispose, la véritable éducation n'a pas de sens dans ce système. Il faut faire bouger le salariat, il faut à tout prix sortir de cette théorie où c'est la propriété qui détermine le pouvoir.

Il faut se méfier comme de la peste du glissement de terminologie : passer d'économie sociale à social business est lourd de sens. Et c'est ce qui est suspendu comme une épée de Damoclès au-dessus des projets politiques. Sachons-nous en prévenir.

François
Simon

1

Luc Carton, philosophe, vice-président de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels de Fribourg (Suisse), chercheur associé auprès de

l'Association Marcel Hicter pour la démocratie culturelle
(Bruxelles)

2
Le
problème
de cette
personne
c'est qu'elle
instrumentalise complètement
la notion d'éducation. Oui
il affirme que la connaissance est un bien immatériel, que
l'on
ne peut mesurer et que l'on peut accumuler sans limites sauf
que
pour lui l'accumulation de connaissances doit pouvoir
permettre
aux individus et donc aux nations de s'enrichir davantage. En
gros, pour lui, il ne faudrait pas mesurer un taux de
croissance
économique par le pétrole (bien matériel) mais par
l'accumulation
de connaissances. Plus une nation accumule de la connaissance,
plus
elle est compétitive. Nous sommes donc toujours dans une
logique
libérale de croissance économique et augmentation des
richesses.
Les propos de cet homme sont très dangereux, puisqu'il utilise
les termes d'« éducation active » et
d'« émancipation »...
mais dans une démarche de pure accumulation des richesses.
Nous
ne pouvons bien évidemment partager ce point de vue.

[3](#) Texte publié en mars 2019 sur les obligations des États en matière de droits de l'Homme de fournir un enseignement public et de réglementer la participation du secteur privé dans l'éducation .

[4](#) Homme politique et écrivain wallon, président de la FICEMEA de 1970 à 1979

[5](#) Philosophe et historien français

SOCIAL JUSTICE DAY ! 20 FEBRUARY 2020 !

Le jeudi 20 février c'est la journée mondiale de la JUSTICE SOCIALE !

On the 20th it's the WORLD DAY OF SOCIAL JUSTICE !



Vous pouvez suivre l'actualité de cette journée sur le site internet du réseau européen SOLIDAR : [Ici](#)

You can follow
all the actuality of the day on the website of SOLIDAR
(european
network) : [Here](#)



Le MEPACQ (Mouvement d'Education Populaire et d'Action
Communautaire au Québec) : [Ici](#)

Vous trouverez des
articles sur la justice sociale et climatique !






[Facebook page](#) of the MEPAC (Quebec), where you can find
articles on social justice and climate justice !



Website of the MEPACQ : [Here](#)

Déclaration du réseau SOLIDAR pour la Journée Mondiale de la Justice Sociale



Déclaration du réseau SOLIDAR pour la Journée Mondiale de la Justice Sociale (20/02/2020)

Les Droits Economiques et Sociaux jouent un rôle majeur dans la promotion de la paix et la démocratie et dans la réalisation de la justice sociale.

Nous sommes les témoins d'une époque où de nombreux acquis – les droits sociaux, le droit du travail, l'égalité des genres, la liberté d'expression et la liberté d'association – sont remis en cause sans que les décideurs ne prennent de mesures pour arrêter cette tendance.

Une travailleuse sur cinq vit toujours dans la pauvreté, nombre d'entre eux et elles font face à une stagnation de leurs salaires, l'inégalité des genres persiste et les individus ne bénéficient pas équitablement des fruits de la croissance économique. Les inégalités entre et à l'intérieur des pays affaiblissent la cohésion sociale, empêchant les individus de s'épanouir pleinement et entravant les économies (ONU).

A l'heure où les services essentiels subissent une marchandisation effrénée, plus de 265 millions d'enfants ne sont pas scolarisés, dont 22% en âge d'aller à l'école primaire (ONU). La moitié de la population mondiale n'a pas accès aux services de santé de base, tandis que les dépenses de santé plongent chaque année 100 millions de personnes dans l'extrême pauvreté (ONU).

Les organisations de la société civile, les défenseurs et défenseuses des droits humains, et les activistes promouvant ces droits sont régulièrement exposé.e.s à la violence, la persécution et les atteintes à leur vie.

C'est pour ces raisons qu'aujourd'hui 20 février 2020, 13^{ème} Journée Mondiale de la Justice Sociale, SOLIDAR, aux côtés de ses 60 organisations membres et de ses partenaires et allié.e.s à travers le monde, réitère son engagement quotidien :

- Pour la promotion de la réalisation des Droits Economiques et Sociaux pour tous et toutes (à savoir, le travail décent, la liberté d'association, la protection sociale universelle et l'accès à des services essentiels de qualité), sans discrimination ;
- En faveur de l'activisme citoyen, pour mobiliser l'attention et surveiller le respect de ces droits, pour les protéger et les préserver ;
- Pour produire un changement systémique radical, vers un nouveau modèle de développement qui respecte les individus et la planète, tout en promouvant la paix et en luttant contre le capitalisme agressif.

Comme le proclame l'ONU, « le développement social et la justice sociale sont indispensables pour la réalisation et le maintien de la paix et la sécurité, à l'intérieur et entre les nations, et, inversement, le développement social et la justice sociale ne peuvent être atteints en l'absence de la paix et de la sécurité, ou en l'absence de respect des droits humains et libertés fondamentales ».

En cette Journée Mondiale de la Justice Sociale, SOLIDAR tient à rendre hommage à ses membres et partenaires, qui, chaque jour, de l'Amérique Latine à l'Afrique, de l'Asie au pourtour méditerranéen et à l'Europe, sont en première ligne pour défendre les Droits Economiques et Sociaux.

Les récits de leur lutte pour le changement seront mis en lumière par le mot-dièse #SocialJusticeDay.

<https://www.un.org/fr/observances/social-justice-day>

Déclaration version FR (cliquez sur l'image)



solidar



SOLIDAR Statement on the Social Justice Day (20/02/2020)

Economic and Social Rights are instrumental to promote peace, democracy and to achieve social justice.

We witness a time when many achievements gained in the past – social rights, labour rights, gender rights, freedom of expression, freedom of association – are under attack, without decision makers taking action to arrest this trend.

One in 5 workers still live in poverty, many workers face stagnant wages, gender inequality prevails and people are not benefitting equally from economic growth. Inequalities within and among countries are weakening social cohesion, preventing people from achieving their full potential and burdening economies (UN).

While the commodification of essential services is growing, over 265 million children are currently out of school and 22% of them are of primary school age (UN). Half the world lacks access to essential health services, 100 million still pushed into extreme poverty each year because of health expenses (UN).

Civil society organisations, Human Rights defenders, activists promoting these rights are often exposed to threat, violence, persecution and even death.

That's why, today 20 February 2020, 13th edition of the World Day for Social Justice, SOLIDAR together with its 60 members organisation and its partners and allies all around the world, reiterates its daily commitment to:

- Promote the realisation of Economic and Social Rights for all (namely decent work, freedom of association, universal social protection, access to quality essential services), without discrimination.
- Defend the importance of civic activism to raise awareness and monitor the respect of those rights preserved, and protect them.
- Produce a radical systemic change to move towards a new development model that respects people, the planet and promotes peace - countering the current aggressive capitalism.

As stated by the UN "Social development and social justice are indispensable for the achievement and maintenance of peace and security within and among nations and that, in turn, social development and social justice cannot be attained in the absence of peace and security, or in the absence of respect for all human rights and fundamental freedoms".

On this Social Justice Day, SOLIDAR wants to pay tribute to its members and partners that from Latin America to Africa, from Asia to the Mediterranean countries and Europe, every day are at the frontline of the defence of Economic and Social Rights.

Their stories of change will be highlighted with the [#SocialJusticeDay](#) hashtag.

<https://www.un.org/en/observances/social-justice-day>

Declaration ENG version (click on the image)

Organisation d'un chantier d'été par Graine de paix



L'association Graine de paix d'Oran a organisé un chantier d'été 3 à Oran, du 24 Juin au 1er Juillet prochain. Cette formation en animation jeunesse a visé à développer des compétences en techniques d'animation, à travers plusieurs jours de théorie suivis de pratique.

Le Chantier d'été de Graine de Paix, qu'est ce que c'est ?

Le chantier est formé de deux phases :

- Une formation théorique sur les techniques d'animation destinées à la jeunesse, ou les participants pourront créer ensemble des outils d'animation tournés vers la sensibilisation au vivre ensemble et à l'éducation à la paix ;
- Une phase de mise en pratique auprès des enfants, ou les animateurs pourront proposer aux groupes d'enfants les animations créées ;

Qui a participé ?

Le chantier a réuni 30 participant(e)s résidant en Algérie.

Les critères d'inscription :

- Jeune de 20 à 30 ans, résidant en Algérie, actif dans une association partout sur le territoire algérien ;
- Volonté de s'impliquer pour le changement ;
- Engagement de participation du début à la fin du chantier et de démultiplier l'action dans sa propre association ou localité.

Initiative des Éducateurs pour la Promotion de l'Éducation Nouvelle en Haïti

Édito

Depuis quelque temps, Haïti peint un tableau triste et sombre. Malgré des tentatives de soulèvement pour réclamer un avenir plus ou moins digne, rien n'a changé. Le peuple confiné à vivre dans un chaos interminable. Les sujets de conversation les plus courants sont l'instabilité politique, l'insécurité galopante, la dépréciation vertigineuse de la monnaie haïtienne, la vie chère, etc. La vie en Haïti est devenue de plus en plus difficile.

Au milieu de ce désarroi, des êtres se défontent pour ce en quoi ils croient, pour construire ce changement en lequel on ne veut pas perdre espoir. IEPENH, l'Initiative des Éducateurs pour la Promotion de l'Éducation Nouvelle en Haïti, en fait partie. Et c'est à travers la formation des enseignants qu'IEPENH a décidé d'agir. Car pour notre groupe d'Éducation nouvelle, le développement est comme un puzzle. Chaque existence qui a pu être améliorée, chaque enseignant qui a pu être transformé, chaque élève qui a pu apprendre à penser, à créer ou à collaborer, ce sont des pièces qui comptent.

À travers ces quelques pages, nous souhaitons vous faire vivre quelques-uns de nos défis et satisfactions et, pourquoi pas, vous faire envie de venir nous retrouver pour franchir ensemble un nouveau pas vers ce fameux changement !

Lorson Ovilmar et Céline Nérestant

Le LIEN communique

Les propos tenus dans les "Quatre pages du LIEN" le sont, en accord avec le collectif Dialogue, sous la responsabilité du groupe "org" du LIEN. Celle-ci est assumée par Etienne Vellas (GREN) et Michel Neumayer (GFEN).

Ils reflètent la très grande diversité des approches de l'Éducation nouvelle dans le monde et peuvent surprendre le lecteur français. Ils peuvent sembler parfois en contradiction avec des combats menés dans tel ou tel pays européen, notamment en raison de combats "d'ici".

Au-delà des choix de pratiques et de stratégies développés "ailleurs" et dont la variété dit la richesse de l'Éducation nouvelle, ils ne servent qu'un but : rappeler que l'Éducation nouvelle, où qu'elle s'invente, oeuvre à l'émancipation des personnes et des pays et contribue aux pratiques d'entraide et de solidarité dans le champ de la transmission des savoirs et des cultures.

Initiative des Éducateurs pour la Promotion de l'Éducation Nouvelle en Haïti (IEPENH)



Céline Nérestant
Lorson Ovilmar

Après avoir travaillé tous deux dans l'École Dabalor, avoir co-fondé avec d'autres le Groupe Haïtien d'Éducation Nouvelle (GHEN), les circonstances nous ont poussés, en 2014, à créer un nouveau groupe d'Éducation nouvelle dans le département de l'Artibonite en Haïti, dans la commune de Verrettes. L'accent étant mis ici prioritairement sur la formation des enseignants en Éducation nouvelle.

L'IEPENH, nom choisi par le groupe, partage ces valeurs du LIEN : culture de paix, coopération, émancipation des personnes et des peuples, respect de chaque être (enfant et adulte) et de chaque culture, savoirs transmis avec toutes leurs significations aussi bien historiques, culturelles que sociales.

Des valeurs que nous mettons, au mieux, en œuvre en recherchant comment les (faire) éprouver au cœur de l'organisation de nos formations et des situations de travail proposées. Situations, on le sait, multiples, toujours nouvelles car dépendant des pays, des contextes locaux, des enseignants, des éducateurs, de la jeunesse concernée. Et de l'évolution de nos groupes.

Les témoignages de ce supplément de Dialogue éclairent nos défis à relever. Qui sont en grande partie ceux à relever par notre pays. Si nombreux qu'ils sont parfois écrasants ! Mais nous espérons montrer, ici, notre détermination à les relever et notre volonté de croire encore en la capacité de notre pays à se relever par l'Éducation, avec l'Éducation nouvelle.

L'IEPENH aujourd'hui, c'est 1500 membres

Notre association compte à ce jour 1500 membres (500 il y a deux ans), dont de nombreux enseignants n'ayant pu jour d'aucune formation initiale avant d'enseigner.

Elle met en place pour eux, et très rapidement avec ceux qui s'y forment, des stages pour qu'ils puissent se perfectionner. Avec une moyenne actuelle de 150 personnes par stage proposé. Et chaque fois divers ateliers à choix en fonction des besoins du public.

Cette sorte de formation initiale très dynamique, agrandit notre groupe, devient formation continue et permet à certains des enseignants qui la suivent régulièrement de devenir rapidement, à leur tour, des formateurs d'enseignants. Une formation en boule de neige... remarquée ! Ce qui vaut à l'IEPENH de faire reconnaître aujourd'hui ses formations par l'État. Chaque formation certifiée, offre de nouvelles perspectives professionnelles aux personnes qui s'y engagent. Depuis 2014, sont ainsi aussi formés par l'IEPENH des formateurs en Éducation nouvelle. En cette année 2018-19, deux autres terrains ont fait appel à nous (Aquin et Hinche), où nous sommes en train d'accompagner des formateurs débutants locaux pour viser l'autonomie de la formation des enseignants en Éducation nouvelle dans ces régions.

Au bout de 5 ans, la dynamique de notre association (une présidence, une trésorerie, divers responsables) est notamment liée à une politique de formation qui implique chacun.

Le Centre Pédagogique Célestin Freinet (CPCF)



Placé sous la responsabilité de l'un de nous (Lorson Ovilmar), le Centre, partenaire direct d'IEPENH, travaille avec les mêmes. Ceux-ci, formés dans le cadre du parcours de "formateurs en formation" d'IEPENH, portent la même vision de l'Éducation nouvelle.

Actuellement, le CPCF accueille 130 étudiants, ce qui est absolument ÉNORME pour une école de formation de ce type en campagne haïtienne (50 en 1ère année, 40 en 2ème, 40 en 3ème). Il travaille toujours sous forme de "formation en cours d'emploi" : les enseignants sortent en classe de 7h à 13h et viennent se former de 14h à 18h. Les enseignants formés par le CPCF sont très recherchés par les directeurs d'école !

Le centre est une structure privée, mais reconnue par l'État. Un système de bourse permet aux étudiants en formation de payer une partie des frais de leurs études. 50 € sur 1 an est déjà un soutien efficace pour ces enseignants en formation durant un an.

Nous avons à ce jour diplômé 11 formateurs d'enseignants (en collaboration avec les inspecteurs de la région). Une vingtaine sont actuellement en formation. Le principe est qu'ils reçoivent une formation gratuite, et qu'en échange ils

préparent et animent des séminaires bénévolement, ce qui est en fait un excellent terrain de pratique pour eux !.

Les projets de l'IEPENH pour 2019-2020

- Regrouper sous un même toit : une formation en Éducation nouvelle pour des formateurs et des maîtres (les après-midis, les week-ends, en périodes de vacances) ainsi qu'une école primaire (les matins).

- Construire un bâtiment nous permettant de développer nos activités, autrement que dans des lieux loués ou prêtés temporairement, dont certaines parties sont sans toit (ce qui pose des problèmes réguliers durant la saison des pluies et nous empêche d'avoir un lieu où laisser le matériel).

Il abritera ainsi la formation initiale des enseignants du CPCF, la formation continue des enseignants, donnée par l'IEPENH, la formation des formateurs donnée également par l'IEPENH, une école primaire, voire plus tard secondaire, des temps de réflexion nécessaires à la bonne marche de l'IEPENH et d'une pédagogie critique, une recherche boule de neige intergénérationnelle. Avec aussi la poursuite des réunions de parents déjà en cours.

Amies et amis de l'Éducation nouvelle et du LIEN : soyez les bienvenus !

Conscients de l'ambiguïté de l'aide, nous travaillons avec l'IEPENH

Face aux constats alarmants sur la situation en Haïti, les organisations internationales ne sont pas restées sans réaction, créant par là-même un marché de l'humanitaire accru par le séisme du 12 janvier 2010.

Malheureusement, dans un tel marché, les bénéficiaires, ou victimes, n'ont pas voix au chapitre et on ne leur demande pas leur avis quant à l'allocation des ressources.

L'idéologie qui imprègne le marché de l'aide humanitaire nuit considérablement à l'instauration d'une relation fondée sur la réciprocité et le respect mutuel. Cette situation prive d'autant plus les Haïtiens de leur droit à l'autodétermination et à la démocratie.

Cette question de l'aide a renforcé notre détermination à réaffirmer les valeurs humanistes communes qui lient tous les groupes du LIEN entre eux, dans un tout autre esprit : mettre en œuvre une entraide boule de neige, d'un groupe à l'autre, quand nécessaire.

Ainsi veillons-nous à permettre à tous les groupes de participer à nos Rencontres du LIEN, ce moment de recherche commune internationale en Éducation nouvelle. Et aujourd'hui recherchons-nous des fonds pour rendre possible la construction de ce centre pédagogique d'Éducation nouvelle haïtienne.

Vous voulez faire un don pour ces murs à construire ? Rejoignez quelques temps l'IEPENH pour travailler avec nos amis et amis ? Participer aux « écolages » des enseignants en formation ?

Voici les e-mails de
Lorson Ovilmar
lorvilmar@yahoo.fr

Céline Nérestant
gantouille@hotmail.com

Vous pouvez aussi les contacter via le GREN :
contact@education-nouvelle.ch
(Nous récoltons volontiers les fonds et les transmettons directement).



Lekol an ayiti

Quelques défis à relever par l'Éducation nouvelle

Lutter... contre la pauvreté : la rentrée scolaire, c'est quand ?

(Joël Saintiphat, Formateur diplômé IEPENH)

À quelle date a lieu la rentrée scolaire ? Alors que la réponse est unique dans de nombreux pays, elle en reçoit une multitude en Haïti ! Certes, la rentrée officielle chez nous aussi est fixée, mais dans les faits, le retour à l'école a lieu entre août et décembre, selon les possibilités économiques des familles et les aléas de la vie politique.

• En août, les familles très aisées envoient leurs enfants dans les écoles réputées.

• En septembre viennent les élèves qui, grâce aux sacrifices immenses des parents ou peut-être à une aide de l'étranger, sont capables de s'acquitter du premier versement – n'oublions pas qu'en Haïti, ce sont les parents qui assument presque entièrement les frais d'éducation scolaire des enfants, les écoles d'État ne représentant que 10% des établissements scolaires fréquentés.

• Voici octobre arrivé. Là, on reçoit les élèves qui ont eu des difficultés à trouver de l'argent pour leur uniforme ou pour l'écolage, mais qui pourront rejoindre les bancs de la classe sans trop d'inquiétude, car on n'en est encore qu'à la moitié de l'effectif.

• Novembre... Il y a encore bon nombre d'élèves dans la rue. C'est le moment où certains directeurs, touchés de voir que trop de jeunes ne recevront pas d'éducation, en admettent quelques-uns qui ne paieront que la moitié des frais d'écolage.

• En décembre, grâce aux derniers efforts des parents, quelques élèves, de peur qu'ils tombent dans la délinquance rejoindront l'école.

• Et puis, il y a les mornes, les régions montagneuses... souvent les élèves commencent leur année (scolaire) en janvier seulement.

Combattre l'hypocrisie : non, tout ne va pas bien !

(Joël Saintiphat)

En Haïti, le professeur doit s'habiller décentement : pantalon, chemise et souvent cravate. Nous ne mettons bien entendu

pas la même chemise chaque jour ! Tout cela coûte cher. Au vu de tous les défis du quotidien, ces beaux vêtements me donnent le sentiment de vivre une hypocrisie : il faut faire semblant que tout va bien alors que c'est loin d'être le cas.

Malgré tout, jusqu'à présent, je m'en suis sorti grâce à ma bonne formation initiale, à mon sens de l'adaptation et aux séminaires de formation continue qui m'aident à donner le meilleur de moi-même. J'ai de l'amour pour la tâche, mais comme tous mes collègues, je me demande régulièrement si je pourrai continuer à l'exercer sans une vraie valorisation de ce que je fais.

Travailler les tabous : le phénomène migratoire

(J. Saintiphat, R. Jean Ballata, enseignant)

Puisque "le bonheur c'est ailleurs", le sentiment d'appartenance au pays et à tous les cercles sociaux (famille, école, église) auxquels appartiennent les élèves, s'estompe considérablement. Pour beaucoup, leur corps est en Haïti, mais leur esprit converge vers d'autres pays. À l'école, se motiver pour des tâches qui sont perçues comme vides de sens devient très difficile.

Ce désengagement face à l'école est renforcé par l'absence d'encadrement de la part des parents. Dans nombreuses familles, dont père et mère ont tous deux rejoint la diaspora, les enfants, parfois jeunes, sont laissés soit chez un membre de la parenté, soit sont livrés à eux-mêmes, à la merci des circonstances. Ils ne vont à l'école que quand ils le désirent et nourrissent alors l'espoir de rejoindre leurs parents à l'étranger. Et quand les enseignants sont eux-mêmes séduits par ce phénomène migratoire, il devient réellement difficile de trouver des repères.

Du côté politique, on peine à réagir, puisque les dirigeants haïtiens font eux aussi partie du problème : 90% d'entre eux n'ont pas leurs enfants en Haïti et ne fréquentent pas les services publics du pays. Au moindre malaise, ils se rendent dans d'autres pays pour se faire soigner. Par quelle approche magique un enseignant pourrait-il motiver un élève à se concentrer sur ses apprentissages, alors que ce dernier est déjà ensorcelé par l'idée que sa vie ne peut changer qu'en fuyant le pays et que l'on sait que la réalité atteste de ces changements ? Nous ne le savons pas, mais ce que nous savons, c'est que nous, nous ne voulons pas partir. Nous aimons notre pays et

nous restons très attachés à nos valeurs culturelles. Nous avons à cœur de développer notre pays par notre travail et nos connaissances. Nous voulons rester pour voir Haïti grandir, mais comment stimuler la motivation de nos élèves ?

La maltraitance ordinaire : oser la question

(Céline Nérestant)

Depuis 2016, une certaine d'enseignants de la commune de Verrettes a démarré un parcours de formation les outillant à pratiquer la « philosophie avec les enfants » dans leur classe, selon la méthode de Matthew Lipman.

Question : à quoi pensez-vous pendant que vous mentez ? Réponse : "Je pense que si on me surprend en train de mentir, au lieu de prendre deux coups de fouet, j'en recevrai quatre..."

Question : Que ressentez-vous quand vous mentez ? Réponse : "Je tremble. J'ai le cœur qui bat. – J'ai peur qu'on découvre que je mens. – La personne qui va dénoncer mon mensonge, j'ai envie de la frapper, de me battre avec elle..."

Question : Si vous sentez que ce n'est pas bon pour vous de mentir, que faut-il faire ? – Réponse : "Moi, je vais continuer à mentir, car j'ai déjà commencé..."

Issues de dizaines de moments-philo observés depuis 2016 sur des thèmes aussi divers que la liberté, le bien et le mal, l'école, la justice et l'injustice, l'amitié, la vie et la mort, etc., ces réponses contiennent en ceux les révélations d'enfants parlant de maltraitances subies "si normalisées", de peurs, de faim, de situations douloureuses qui semblent sans issue... Alors qu'un sentiment d'impuissance et de tristesse pourrait m'envahir, j'en ressors souvent avec enthousiasme et reconnaissance, car, enfin, ces bambins trouvent la possibilité de mettre des mots sur ce qui est si dur dans leur vie. Ensemble, le groupe se met à penser et à réfléchir sur ces réalités, à les nuancer. Chacun peut alors trouver une force pour en faire quelque chose, pour inventer son propre chemin.

L'autre miracle, c'est la métamorphose chez certains enseignants qui, pour la première fois, s'autorisent à s'assoier "au même niveau" que leurs élèves, à les écouter, à entendre vraiment ce qu'ils vivent et pensent avec authenticité. Parfois des changements d'attitude opèrent : "Suite à un moment-philo, j'ai compris que

je devais adapter ma sanction si un enfant avait le courage de m'avouer la vérité. Je n'avais pas vu cette nécessité auparavant", nous confie Z., une enseignante...

Affronter les non-dits : la sexualité

(Cécile Németant)

Nous avons décidé de nous attaquer aux non-dits : en y pensant, en en parlant, en outillant les enseignants que nous formons, pour qu'ils aient un impact sur cette réalité et forment à leur tour élèves et parents.

Quatre jours de formation à l'intention de cent-septante enseignants et directeurs d'école. Notre objectif ? Donner aux enseignants les connaissances biologiques de base (appareils génitaux, conception, contraception, cycle menstruel) et les outils pour aborder ces sujets avec les enfants et les jeunes.

Nous nous sommes retrouvés face à une avalanche de questions passionnées : "Un homme peut-il rendre enceintes cent femmes le même jour?", "Une femme peut-elle avoir deux jumeaux de deux pères différents?", "À partir de quel âge peut-on parler de sexualité à un jeune si on ne veut pas lui donner l'idée d'entrer dans une relation sexuelle?", "Est-ce vrai que si on laisse un enfant jouer à la poupée, il aura envie de faire un bébé plus vite?"

Marquées par les angoisses d'une culture saturée de croyances et de oui-dire, il fallait aussi confronter les professeurs à des pratiques trop souvent répandues et impu- nies : les «NST» (notes sexuellement transmissibles), étant bien connu qu'une jeune fille désirent s'assurer une réussite scolaire peut accepter les relations sexuelles proposées par son professeur en échange de bonnes notes.

Au fil des heures, nous avons senti que tout s'ouvrait : des craintes se libéraient ; l'inté- rêt de prendre en compte dès le plus jeune âge ces questions avec les enfants devenait évident. On jetait sur les défis propres à l'adolescence un regard plus bienveillant : pas d'explications mensongères, des mots justes, relancer à l'enfant sa question, étaient de véritables découvertes libéra- toires. Plusieurs enseignants s'engageaient dans la foulée à organiser des formations à l'intention des parents pour que enfants et jeunes soient accompagnés dans leur rapport à la sexualité et fassent des choix - par et pour eux-mêmes - en connaissance de cause.

Combattre la faim. Un repas chaud à la récréation

(Veronique Demoux)

Directrice d'école dans une région rurale

En tant que directrice, je fais tout ce que je peux pour combattre la faim de mes élèves. J'ai toujours quelques biscuits dans mon tiroir, que je leur offre afin qu'ils puissent participer aux cours de la journée. Nous n'avons pas la chance d'avoir une cantine scolaire, mais j'ai mis en place un système de vente de nourriture au plus bas prix : les denrées en gros (riz, pois, légumes, huile, etc.), des mamans qui les cuisinent, la vente (portion "élève" au prix de 15 gourdes, prix coutant) ! Ainsi, les parents savent que leur enfant aura au moins un repas chaud durant la récréation. Face à la faim de certains élèves, je décide de leur vendre un repas à crédit, en espérant que les parents me payeront à la fin de la semaine. Pourtant, bien souvent, ils n'y arrivent pas et je complète de ma poche. Oui, j'aimerais que dans mon établissement les enfants se sentent bien, aient du plaisir à apprendre, qu'il y règne une atmosphère d'harmonie. Et je continue d'espérer, comme pour toutes les écoles de ma commune, qu'un jour un programme "cantine" changera les conditions d'apprentissage de mes élèves, les conditions de travail de mes enseignants qui, eux aussi, ont souvent faim. Car si le ventre est rempli, on a déjà beaucoup moins de soucis !

Lettre d'un ancien enseignant à un ami en début de carrière

Walford JEANTILUS (Texte d'un formateur écrit pour l'obtention de son diplôme)

Désarmes, le 5 janvier 2019,

Mon cher ami,

(...) Durant ma carrière, j'ai appris plein de choses. Certaines me tenent à cœur, d'autres me font réfléchir pendant long-temps, d'autres encore me font changer de vision, de comportement...

La chose la plus importante que j'ai apprise est que je dois saisir la moindre opportunité d'être utile à moi-même et aux autres dans la mesure où je garde mes valeurs, ma personnalité. Être capable de suivre une route que je ne souhaitais pas, attraper un ballon que je ne voyais pas venir et l'utiliser, c'est pour moi synonyme de détermination, de courage, de persévérance et de succès. (...)

(...) C'est peut-être trop ambitieux. Mais, je rêve de quelque chose qui pourrait faire le bonheur de tout humain. De voir une école haïtienne où l'on tient compte de tous les besoins des élèves : psycho-affectifs, émotionnels, cognitifs, sociaux puis pédagogiques et académiques. (...)

(...) Axer l'école seulement sur les exigences pédagogiques et académiques la fait paraître trop dure, voire inhumaine. Les leçons, les programmes à couvrir prennent toute la place et les élèves sont victimes de châtiements quand ils ne peuvent pas progresser. (...)

(...) Choisir une profession n'est pas toujours facile, encore moins quand on doit annoncer à ses proches qu'on a fait celui d'enseigner. Vite, les difficultés sont brandies : non-respect, salaire de misère, épuisement de soi, vieillesse non assurée (...)

(...) Pourtant, tout le monde rêve que son enfant soit bien instruit et puisse un jour être bien casé grâce à une formation solide

reçue de ses enseignants, formateurs... Mais, ils sont très peu, ceux qui encouragent leurs enfants à devenir enseignants. Doit-on fermer cette cantine ? Qui va former les ingénieurs, les médecins, les responsables d'Etat ? (...)

(...) Pour ne pas céder à cela, tu dois être au clair sur les réalités de la profession que tu choisis, sans négliger les raisons de ta motivation. Une fois dans la carrière, évalue-toi régulièrement, pense à ce qui te fait du bien dans l'exercice de ton métier. (...) Souviens-toi en tout temps que ton travail vise d'abord les élèves. Ils sont au centre de toute activité d'apprentissage (...)

(...) Aide-les à construire leurs savoirs et ne le fais pas à leur place. Célébre les moments forts, tire les leçons nécessaires des moments faibles. Tu trouves certainement de quoi garder ton choix (...)

W.J.

Les rencontres de la photographie d'Arles – La photo ou l'art de s'exprimer

« La

photographie façonne les contours d'une contre-culture, où la mise en scène de son quotidien devient une alternative aux modèles dominants, une résistance à l'ordre établi. »

Sam Stourdzé, directeur des Rencontres de la Photographie d'Arles.

Les Rencontres de la Photographie d'Arles fêtent cette année leur 50^e anniversaire.



En
1970, Lucien Clergue (photographe arlésien), Michel Tournier
(écrivain) et Jean Maurice Rouquette (historien) fondent le
festival
des Rencontres Internationales de la Photographie d'Arles.

À
l'initiative de la mise en place de ces Rencontres, le souhait
de
rendre accessible l'art de la photographie pour tous et
toutes.

À
travers ces nombreuses années, le festival des Rencontres de
la
Photographie a évolué, permettant la mise en place du festival
«
Voies OFF », qui fête son 24^e anniversaire cette année.

Le
festival « OFF », qui se tient au même moment que le
festival officiel « In », aura permis à de nombreux et
nombreuses artistes amateurs et amatrices de faire valoir leur
travail auprès des spectateurs, spectatrices et
professionnell.es de
la photographie. Cette année encore, le festival « OFF »
donne l'opportunité à chacun.e d'échanger avec les artistes
présent.es à Arles.

Le
temps d'un été, la ville d'Arles vit au rythme de
l'international de la photographie et dans l'harmonie des
échanges culturels. Les lieux de vie de la ville sont

exploités
pour exposer les travaux des artistes.

Le
souhait des organisateurs et organisatrices du festival des
Rencontres d'Arles est aussi de pouvoir intégrer pleinement
les
arlésiens et arlésiennes au festival, d'un point de vue
économique, grâce au dynamisme du festival pendant tout l'été,
mais aussi et surtout pour inviter les habitant.es à
s'intéresser
à l'art de la photographie.

De
nombreuses initiatives sont mises en place lors du festival
afin de
favoriser les échanges entre les acteurs et actrices du
festival,
des spectacles sont organisés dans la ville et rendus gratuits
pour
les habitant.es de la ville d'Arles.

Les
Ceméa France organisaient cette année, une formation « Voir,
recevoir, créer et critiquer des photographies », l'occasion
de s'immiscer dans le festival des rencontres d'Arles, et
découvrir la richesse des œuvres présentes lors de cette 50^e
édition du festival des *Rencontres de la Photographie*
d'Arles.

La
formation disposait de plusieurs volets, l'un davantage axé
sur

les expositions photographiques et la présentation des photographes,
un autre axé sur les rencontres avec les photographes, et un dernier volet, certainement plus technique, dans la maîtrise de l'appareil photo.

Ces différents volets ont permis d'assembler diverses connaissances et ont invité chaque participant.e à une réflexion sur ce qu'est la photographie, comment la pratiquer, l'exploiter, et en tirer les meilleurs bienfaits pour tous et toutes ?

Cette réflexion amène, dans le même temps à la question de l'accessibilité de l'exploitation de la photographie par chacun.e. L'accessibilité de la photographie permet de faire le parallèle avec la notion de démocratie culturelle, pensée comme une participation active des citoyens et citoyennes et ainsi inviter au partage des perceptions culturelles de tous et toutes.

Ce n'est pas seulement la question de l'accessibilité à l'art de la photographie mais à la notion de l'expression individuelle au travers de la photographie (ou de tout autre art au sens large).

De

nos jours, le numérique nous donne plus commodément accès à la photographie, de part, notamment, la présence d'appareils photo dans nos smartphones. Ces « photos souvenirs » sont-elles des œuvres de photographe amateur ou amatrice ? Quelle place, ces photos, prises à chaque instant peuvent avoir dans différents contextes et/ou environnement et participent-elles au développement de la démocratie culturelle ?

Cette

question est intéressante puisque l'accessibilité de l'outil est un fait, mais qu'en est-il de la notion artistique que revête

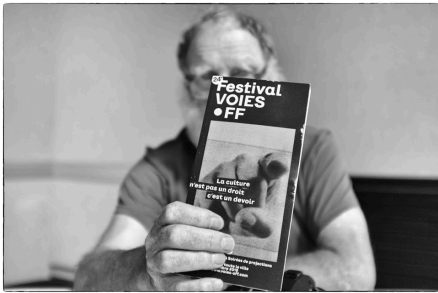
la photographie ? La photographie a-t-elle le même sens dans ces deux approches ?

Il

me semble que les éléments de réponses sont divers et chacun.e peut y trouver sa propre réponse. Je ferai part, ici, de ce qui me

semble être des éléments de réponse à l'existence même de la photographie.

La photographie est un art, créativité inhérente à l'homme, dont les sens, les émotions et intuitions sont propres à l'individu lui ou elle-même. C'est certainement par la diversité de ses ressentis, émotions et réflexions que l'art produit une richesse sans précédent.



Grâce à la notion de démocratie culturelle, on met en avant l'idée que les ressentis sont pluriels et produits par une diversité d'acteurs et actrices qui permettent cette hétérogénéité. On ne conditionne plus les individus dans des goûts artistiques particuliers, on les invite à participer à leurs propres réflexions et mettre en avant leurs préférences.

Il s'agit certainement de ne pas faire de la photographie un art inaccessible mais bien disponible pour tous et toutes à travers nos envies, nos ressentis et nos perceptions individuelles.

La photo a ce pouvoir de rendre le réel statique, pour toujours. Mais la photographie peut être en lien avec nos imaginaires et fait donc ainsi appelle à notre créativité.

Ce pouvoir permet de confronter les réalités de nombreuses cultures, les mettre en opposition ou en adhésion. C'est grâce à cette idée de confrontation, que nos mœurs évoluent, nous amènent à critiquer, et penser différemment.



La photographie est dans ce sens (en constante évolution), un outil d'éducation nouvelle, toujours enclin à de nouvelles représentations. La photographie vit avec son temps, et se fait, parfois, la porte-parole d'une société. Grâce au développement des interprétations personnelles, de l'appel à la créativité de tous et toutes, la photographie porte un regard sur les perceptions individuelles ou collectives d'une époque donnée, d'un sentiment exprimé ou d'un vécu.

Éducation et Photographie

Un cliché peut permettre à chacun.e de s'identifier, de comprendre ou de percevoir différemment. Cet outil photographique nous permet à tous et toutes, de donner de la visibilité à une image, un environnement, une personne.

La photographie peut nous permettre, dans une moindre mesure, de s'exprimer, individuellement ou au travers du collectif. À travers les représentations que chacun.e met en avant, nous pouvons retrouver la notion d'éducation ; le fait de partager ses perceptions, et d'accepter un échange collectif afin de valoriser sa démarche, ou de contrebalancer ses opinions (jusqu'ici parfois bien ancrées).

L'usage de la photographie est donc un instrument éducatif intéressant pour les actrices et acteurs socio-éducatifs dans une démarche pédagogique d'échanges humains.

Par le biais de nos perceptions, nous créons nos propres réalités.

La façon dont chacun.e perçoit une émotion, une scène, un contexte nous invite à nous repositionner face à cette situation (devant nous) et a tendance à impacter nos pensées et nos actions.

L'accessibilité de la photographie passe par la disponibilité pour tous et toutes à l'apprentissage de la photo. Cette accessibilité nous donne à chacun.e de nouveaux éléments de compréhension, de réflexion.

Tout ceci s'inscrit dans l'apprentissage quotidien tout au long de la vie.

Cet apprentissage en constante évolution, peut nous permettre d'amorcer un changement sociétal. Il ne serait plus seulement question de culture « pour tous et toutes » mais « avec tous et toutes ». En acceptant les différences de chacun et chacune, nous pourrions enfin envisager une société plurielle, respectueuse des préférences et des personnalités de tous et toutes. La photographie serait, en son sens, l'un des outils à la transformation de nos constructions sociales.

Quelques expositions marquantes :

LIBUŠE JARCOVJÁKOVÁ- exposition Evokativ

Photographies prises entre 1970 et 1989, Tchécoslovaquie communiste et oppression politique. Dans un pays où les libertés individuelles sont souvent mises à rudes épreuves, LIBUŠE JARCOVJÁKOVÁ nous fait part de sa propre conception de la liberté, avec des clichés en noir et blanc, elle illustre les libertés sexuelles, libertés de consommation

(drogue, alcool), libertés émotionnelles (dépression, amour, peine, déception) à travers une série de photographies.

La photographe nous invite à percevoir sa conception de la liberté, et tente de photographier ses émotions à travers l'appareil photo, à nous spectateur, spectatrice de les déceler.



« Libuše Jarcovjácová, Facteur de la Bohème du nord, Prague, 1984 » (*Source : site internet des Rencontres de la Photographie d'Arles*)

LA MOVIDA, CHRONIQUE D'UNE VAGUE

Alberto

Garcia-Alix (1956), Ouka Leele (1957), Pablo Pérez Minguez (1946-2012), Miguel Trillo (1953)

Pérez

Mínguez : « Là où trois personnes partagent l'envie de faire quelque chose ensemble, il y a une movida ».

La

movida, est un mouvement apparu en Espagne dans les années 80 après

la dictature franquiste. Ce mouvement s'est instruit des modernités

musicales, cinématographiques, picturales...

Cette exposition rassemble les œuvres de 4 photographes, chacun.e ayant vécu le mouvement à sa façon.



« Ouka Leele, Peluquería [Salon de coiffure], 1979 »
(Source : site internet des Rencontres de la Photographie d'Arles)

«**MOHAMED**

BOUROUISSA- Libre échange

M.

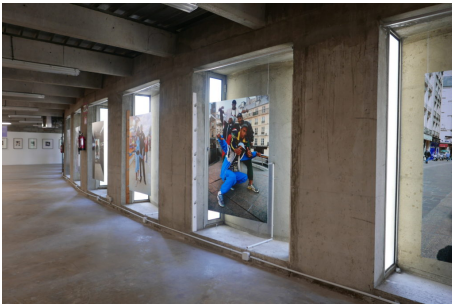
Bourouissa expose ses œuvres (photographies, sculptures, vidéos,

peinture) au 1^{er} étage d'un monoprix.

L'idée

d'exposer dans une grande surface interroge notamment sur la place

des chômeurs, chômeuses, la circulation des biens, de l'argent dans l'environnement social.



Au travers de la richesse de ses œuvres et de la collaboration avec d'autres artistes, l'exposition de M. Bourouissa ne cesse d'interroger sur la conception de notre réalité sociale, nos habitudes et nos paradoxes. Lors de l'exposition, m'est venue cette question : *quel prix pour le libre ?*

LA ZONE AUX PORTES DE PARIS

Exposition

de la « Zone », qui correspond à une bande de terre de 250 mètres sur les 34km autour de Paris en 1844. Cette zone, un

temps déserte, a été investie par des populations pauvres, qui ont

construit des habitations précaires, parfois insalubres. Ces photos

sont de source anonyme, mais elles engagent une question qui persiste dans notre société actuelle, celle d'une séparation des espaces géographiques en fonction des classes sociales. Cette séparation géographique qui a tendance à influencer directement les rapports sociaux.



Photographe anonyme, Enfants de la Zone, Rue Forceval, Porte de la Villette, France, 1940 (*Source : site internet des Rencontres de la Photographie d'Arles*)

EVE

ARNOLD, ABIGAIL HEYMAN

&

SUSAN MEISELAS – THE UNRETOUCHED WOMAN

Ces

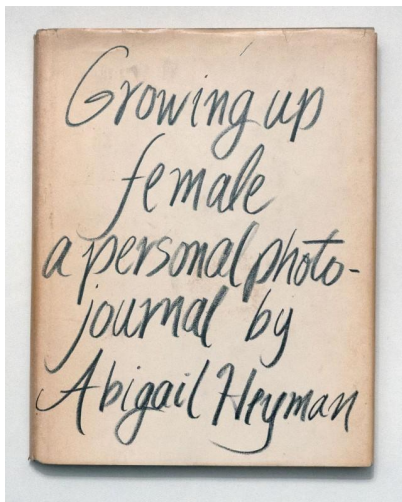
3 photographes états-uniennes ont photographié des femmes, des filles dans leur quotidien, leur travail, leur intimité, leurs relations. En tant que femme, il est possible de s'identifier à

l'une des photographies présentes dans l'exposition, de part la

diversité de la représentation « d'être une femme », chacune ayant sa propre représentation d'elle-même, sa propre identité et son propre environnement.

Ces

photos sont d'un naturel éclatant/prestigieux, qui nous donne envie de rester dans cette salle des heures et des heures.



Couverture du livre d'Abigail Heyman, *Growing Up Female: A Personal Photo-Journal*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1974. (Source : *site internet des Rencontres de la Photographie d'Arles*)

TOM WOOD – Mères, filles, sœurs

Tom

Wood nous fait part d'une réalité, une perception de la vie de

famille des femmes à Liverpool. Avec un naturel insaisissable.

Le
photographe illustre à travers ces clichés le statique du
mouvement
de la vie quotidienne.



Tom Wood, Great Homer Street Market, Liverpool, 1991
(Source : *site internet des Rencontres de la Photographie d'Arles*)

Explorations et rencontres

engagées en territoire québécois

Conseil québécois des loisirs

Dans le stade olympique, après un dédale de couloirs où nous croisons la fédération de Curling, de Hockey et d'Ultimate, nous sommes accueilli-e-s par Sonia Vaillancourt dans les bureaux du Conseil Québécois des Loisirs.

Nous échangeons sur la formation d'animateur, animatrice en Belgique et au Québec. Elle nous explique comment est organisé le DAFA (diplôme d'aptitude aux fonctions d'animateur).

Au fil de la discussion, nous nous rendons compte que nous partageons les mêmes valeurs ainsi qu'une vision commune du temps libre. Nous faisons également le constat que la réalité politique et institutionnelle de l'organisation du temps libre et des loisirs au Québec est très différente. Cette rencontre réveille en nous des envies d'échanges et de mobilités pour les animateurs et animatrices québécois-e-s et belges.



Bâtiment 7

Après avoir longtemps cherché un bus qui nous emmènerait dans le quartier de Pointe-Saint-Charles, nous arrivons enfin au Bâtiment 7. Dans ce quartier ouvrier, ancien fleuron de l'industrie ferroviaire canadienne, des habitant-e-s se battent depuis plus de 20 ans pour préserver une ancienne usine de la destruction et d'un projet de construction d'appartements de luxe. Nous y rencontrons Natacha Alexandroff, citoyenne du quartier, qui fait partie de l'aventure depuis le début. Aujourd'hui, le propriétaire du

terrain et du bâtiment a cédé une partie de celui-ci au collectif « 7 à Nous ». Dans le bâtiment, il y a des ateliers de céramique, de réparation de vélo, de menuiserie, un espace de jeux vidéo, une fonderie... où chacun-e peut venir réaliser ses projets. Une épicerie s'est également installée, les membres y consacrent quelques heures chaque mois et bénéficient de prix réduits en échange de leur temps. Une micro-brasserie propose un espace de rencontres où l'on peut se retrouver pour manger et goûter leur bière. Des musiciens s'y retrouvent tous les dimanches pour jouer ensemble. Natacha nous raconte l'histoire du quartier, du bâtiment, des luttes d'aujourd'hui et de demain: « Ce n'est jamais fini ! ». Le Bâtiment 7 et le collectif « 7 à Nous » luttent encore aujourd'hui pour maintenir le lieu accessible, contre la gentrification du quartier et pour obtenir le reste du bâtiment et du terrain.

Le multimillionnaire qui en est le propriétaire essaye encore aujourd'hui de mettre la pression en voulant construire des appartements luxueux. Le collectif « 7 à nous », au travers de sa lutte pour le Bâtiment 7, milite au quotidien pour rendre aux habitant-e-s du quartier du pouvoir sur ce qu'ils et elles vivent et sur leur milieu.



Mouvement d'Éducation Populaire et d'Action Communautaire du Québec

Suite à nos rencontres en 2016 au Forum Social Mondial, puis à notre participation en 2017 au colloque du MEPACQ ((Mouvement d'Éducation

Populaire et d'Action Communautaire du Québec) intitulé « En action pour la justice sociale », nous avons été invité-e-s à l'Assemblée Générale Annuelle du MEPACQ. Gabriel Dumas et Jana

Tosdado, deux permanent-e-s du MEPACQ, nous hébergeaient lors de notre venue à Montréal. Nous avons découvert la ville et sa culture en leur compagnie. Nous nous sommes retrouvé-e-s avec la troisième permanente du mouvement, Valerie Lepine, pour échanger nos outils, nos perspectives futures et nos pratiques. Dans une discussion autour des liens entre éducation populaire et pédagogie nouvelle, elles et il nous ont fait part des orientations futures de leurs luttes contre le racisme et pour la justice climatique et sociale.

L'assemblée générale annuelle a commencé par une activité de sensibilisation à la situation et l'histoire des autochtones du Canada, « l'atelier des couvertures ». Au travers d'un récit interactif, nous avons incarné physiquement le processus de colonisation. La perte de territoires, les maladies, les injustices et les massacres relatés ont suscité beaucoup d'émotions chez les participants-e-s.

Le lendemain matin, les 11 tables régionales du MEPACQ, qui regroupent chacune plusieurs groupes de base, ont partagé leur actualité avec le reste du groupe. Nous avons été frappé-e-s à quel point nos luttes peuvent être similaires et convergentes. Dans l'après-midi, Bernard Vallée, un des fondateurs du MEPACQ a présenté l'histoire de l'éducation populaire autonome au Québec. Nous avons constaté que nous partageons avec eux des racines et des courants de pensées communs incarnés par des hommes et femmes parfois différent-e-s.

En fin de journée, nous avons proposé aux participant-e-s de l'AGA de découvrir la FICEMÉA et les CEMÉA Belgique. Après avoir vu des pieuvres, des narvals, des bélougas, des oursins et des raies se déplacer dans l'espace, nous nous sommes retrouvé-e-s en petits groupes pour mettre en lumière les points commun entre l'éducation populaire et l'éducation nouvelle. Au départ de phrases qui guident notre action, nous avons décortiqué nos idées, nos pratiques et les leurs. La

soirée s'est terminée par une présentation plus formelle de la FICEMÉA et des CEMÉA Belgique.

Les échanges se sont poursuivis de manière plus informelle par la suite. La journée du lendemain était consacrée aux orientations stratégiques et au plan d'action du MEPACQ pour les 4 années à venir. Nous avons pu observer les processus de discussion, négociations et de décision de l'assemblée et y avons retrouvé de la similarité avec nos propres fonctionnements, comme la création de sous-groupes hétérogènes et de retour au grand groupe.

Et après...

Cette mobilité a été riche en rencontres et en découvertes et a stimulé nos envies d'en découvrir plus ainsi que notre conviction que les luttes pour plus d'émancipation et de justice sociale dépassent les carcans nationaux et internationaux dans lesquels nous évoluons. Il faut pouvoir se rassembler pour continuer la lutte et faire sens.

En bref, c'tait ben ben l'fun.

Simon Ceméa Belgique

test

Auto-évaluation d'une association d'associations
la
FICEMEA

Jean Blairon et Jacqueline Fastrès
asbl RTA

L'éducation est un travail d'orfèvre, il nécessite de la

finesse dans la relation à l'autre, de l'analyse pour la prise en compte de l'histoire et de la place de chacun et chacune et une volonté : celle de nous penser dans une humanité plurielle.